

L'expansion des infrastructures et le sort des forêts d'Afrique centrale

De William F. Laurance¹, Mahmoud I. Mahmoud², Fritz Kleinschroth³

Les forêts tropicales d'Afrique centrale préservent une biodiversité exceptionnellement élevée et des services environnementaux importants, tels que l'hydrologie forestière et le stockage du carbone. Ces forêts incluent le bassin du Congo et les forêts équatoriales adjacentes. Comme dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, cette région est confrontée à des changements drastiques en termes de nombre, d'envergure et d'impacts environnementaux de grands projets d'infrastructure. Un élément préoccupant concerne l'impact de ces projets sur les habitats importants pour la faune et la flore sauvages, sur les aires protégées et sur les services environnementaux.

Les projets d'infrastructure se développent à un rythme sans précédent dans toute l'Afrique. Parmi ces projets se trouvent plusieurs développements miniers industriels : plus de 50.000 km de « corridors de développement » proposés, qui sillonneront une grande partie du continent ; le plus grand complexe hydroélectrique du monde à Inga Falls, sur le fleuve Congo ; des plans ambitieux d'intensification de l'agriculture industrielle et à petite échelle ; l'exploitation forestière industrielle à grande échelle ; ainsi que plusieurs autres initiatives en matière de transport, d'énergie et d'exploitation minière. Bien que l'expansion des infrastructures en Afrique soit largement stimulée par des investissements étrangers pour l'exploitation des ressources naturelles, telles que les minéraux, le bois et les combustibles fossiles, des projets majeurs d'infrastructure sont aussi promus pour faire face au fort accroissement de la population africaine dont on prévoit approximativement qu'elle quadruplera au cours de ce siècle. Cette hausse démographique est préoccupante en termes de sécurité alimentaire et d'enjeux de développement humain. Elle crée aussi une vive inquiétude quant aux possibilités d'une instabilité sociale et politique.

CORRIDORS DE DÉVELOPPEMENT AFRICAINS Les « corridors de développement » en cours et proposés, qui sont au moins au nombre de 33 et qui sillonneront l'Afrique subsaharienne, changent véritablement la donne pour la conservation de la nature africaine. S'ils sont entièrement réalisés, ces corridors couvriront collectivement une distance de plus de 53.000 km. Les corridors de développement auraient divers impacts environnementaux, y compris des répercussions majeures sur les aires protégées actuelles. En premier lieu, ils diviseraient les réserves, les fragmenteraient et en ouvriraient l'accès à l'empiètement illégal et au braconnage. En second lieu, en encourageant la colonisation, la disparition de l'habitat et l'utilisation intensifiée des terres autour des réserves, ils pourraient diminuer la connectivité écologique entre ces

- 1 Professeur de recherche émérite à l'Université James Cook à Cairns, Queensland, Australie. Directeur du TESS (Centre for Tropical Environmental and Sustainability Science) à l'Université James Cook. Courriel : bill.laurance@jcu.edu.au
Directeur d'ALERT (Alliance of Leading Environmental Researchers & Thinkers).
www.ALERT-conservation.org
- 2 Diplôme de doctorat en changement climatique et utilisation des terres et boursier postdoctoral au TESS (Centre for Tropical Environmental and Sustainability Science) à l'Université James Cook en Australie. Membre d'ALERT (Alliance of Leading Environmental Researchers & Thinkers).
- 3 Double diplôme de doctorat en écologie et en biodiversité d'AgroParisTech, France et en foresterie de l'Université de Bangor, Pays de Galles. Actuellement, chercheur postdoctoral au sein du groupe sur la Gestion des écosystèmes à l'École polytechnique fédérale de Zurich (ETHZ), Suisse.

Défrichage de la forêt pluviale pour un campement de construction routière sous gestion chinoise dans le nord-ouest de la République du Congo.
Photo © William Laurance

